

Extrait de

Les Historiens de garde

William Blanc, Aurore Chéry, Christophe Naudin
(Éditions Libertalia, 2018)

Plus d'informations sur editionslibertalia.com

L'OFFENSIVE DES HISTORIENS DE GARDE CONTINUE

La réception de notre livre en mars 2013 a confirmé en grande partie nos théories, notamment celles développées dans le chapitre « Du marketing à l'autorité ». Il fut passionnant de suivre comment l'écrasante majorité des médias a permis à Lorànt Deutsch de nous répondre, sans jamais accepter un véritable débat de fond. Toutes les méthodes déjà étudiées par Serge Halimi dans *Les Nouveaux Chiens de garde*, ou par d'autres (le site Acrimed par exemple), ont été déployées. L'exemple le plus frappant fut, peut-être, la façon avec laquelle notre propos a été traité par Canal+, dans l'émission « Le supplément ». Alors qu'un reportage de moins de trois minutes, où nous expliquions notre livre, était diffusé, Lorànt Deutsch se retrouvait en plateau, pour le triple de temps de parole, face à une animatrice complaisante, fustigeant un ouvrage qu'elle n'avait manifestement pas lu*. Par la suite, durant plusieurs mois, le comédien a pu nous accuser d'être partisans et se présenter comme victime d'une cabale. Le tout sans évidemment que nous ayons un droit de réponse.

* Lire BLANC William, CHÉRY Aurore, NAUDIN Christophe, « Quand le journalisme chien de garde défend un historien de garde », huffingtonpost.fr, 15 avril 2013 : www.huffingtonpost.fr/christophe-naudin/les-historiens-de-garde-supplement_b_3082952.html.

Les historiens de garde se portent donc toujours très bien et n'ont en rien perdu le soutien des *mass media*, au contraire, ils ont pris pour certains une place très particulière. Certes, Franck Ferrand n'anime plus son émission sur France 3 « L'ombre d'un doute », mais il sévit toujours sur Europe 1, et assure désormais la chronique du Tour de France où il avance une vision rétrograde et « complotiste » du passé*.

Du côté de Lorant Deutsch, cela semble plus compliqué. Si *Métronome 2* a paru à la rentrée 2016, avec une mise en bouche pendant tout l'été sur RTL, la suite a été moins rose. Le comédien a évolué dans son discours, assumant son adhésion à la théorie du choc des civilisations de Samuel Huntington. En effet, dans un chapitre d'*Hexagone* consacré à la bataille de Poitiers, l'auteur-acteur moque les historiens qui nient que la victoire de Charles Martel a été un affrontement de civilisations sur des bases religieuses**. Après la théorie du génocide vendéen, Deutsch fait sienne une idée des plus populaires à l'extrême droite. Le génocide vendéen, justement, revient en force. Un numéro du *Figaro Histoire*, dirigé notamment par Jean Sévillia, assume sciemment cette ligne idéologique***. Quelques mois auparavant, c'était l'ancien ministre de

* CARREY Pierre, MOUILLARD Sylvain, « Franck Ferrand, l'histoire en cote de maillots », 30 juin 2017, liberation.fr.

** Lire BLANC William, CHÉRY Aurore, NAUDIN Christophe, « Lorant Deutsch et le mythe de l'invasion musulmane », huffingtonpost.fr, 30 septembre 2013 : www.huffingtonpost.fr/christophe-naudin/lorant-deutsch-hexagone_b_4015871.html.

*** « Vendée, l'épopée des géants. Anatomie d'une révolte. De la répression au génocide », *Le Figaro Histoire* n° 26, juillet-août 2016.

l'Éducation nationale, Luc Ferry, qui soutenait cette thèse*. Lorànt Deutsch a toutefois connu quelques déboires en octobre 2016. Tout d'abord, des enseignants se sont émus publiquement de son invitation à parler d'histoire devant des collégiens de Trappes**, puis le site Buzzfeed a publié un article sur un compte Twitter attribué au comédien (qui nie les faits), sur lequel, entre autres, on pouvait lire des insultes et des menaces particulièrement violentes visant ceux qui osaient critiquer l'auteur d'*Hexagone****.

Conséquence ou non de cette polémique, la version télévisée du livre diffusée sur France 5, le dimanche après-midi, en octobre 2017, est particulièrement édulcorée par rapport à la version papier. Pour la bataille de Poitiers, par exemple, l'acteur se réfugie derrière Jean-Christian Petitfils (érudit spécialiste des XVII^e et XVIII^e siècles, pas des Carolingiens), qui livre un récit très classique de l'affrontement, loin du « choc des civilisations » défendu par Lorànt Deutsch dans son ouvrage. Le comédien ne disparaît pas pour autant, puisqu'il va coanimer une émission avec Stéphane Bern qui, lui, semble avoir particulièrement l'oreille du pouvoir depuis mai 2017.

* Lire NAUDIN Christophe, « Luc Ferry soutient la thèse du génocide vendéen », *histoire-pour-tous.fr*, 18 mai 2015 : www.histoire-pour-tous.fr/actualite/240-lhistoire-fait-debat/5109-luc-ferry-soutient-la-these-du-genocide-vendeen.html.

** Lire KACZMAREK Nicolas, MADAY Marie-Cécile, « Lorànt Deutsch devant nos élèves? Ce sera sans nous », *aggiornamento.hypotheses.org*, 12 octobre 2016 : <https://aggiornamento.hypotheses.org/3533>

*** Lire AVELINE Paul, MAAD Assma, « Insultes, menaces : les mystérieux tweets cachés de Lorànt Deutsch », *buzzfeed.com*, 26 octobre 2017.

L'histoire est plus que jamais utilisée et détournée pour «expliquer» le monde actuel et diffuser des idéologies et théories contestables, voire dangereuses. L'exemple évoqué plus haut de Charles Martel est symptomatique, particulièrement à la droite de l'extrême droite (les Identitaires, Robert Ménard), mais on se pince quand on voit Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, rendre hommage à Jeanne d'Arc en mai 2016 et en faire une héroïne républicaine. De son côté, Philippe de Villiers, à grand renfort de publicité, a acheté un anneau ayant prétendument appartenu à la Pucelle, qui a été placé par la suite au Puy du Fou*. Que la majorité des spécialistes de Jeanne d'Arc contestent l'authenticité de cette «relique» importe peu à l'ancien député européen, qui a reçu le soutien de Franck Ferrand.

La gauche n'est pas en reste dans la récupération de l'histoire à des fins politiques. Jean-Luc Mélenchon, par exemple, outre une défense ardente de Robespierre, fait de Philippe le Bel le quasi-inventeur de la laïcité à la française et de Louis XI le grand défenseur de l'État**. Puis, il provoque une polémique en septembre 2017, après avoir affirmé que « c'est la rue qui a abattu les nazis ». Quant à François Hollande, dès le début de son mandat, il en avait appelé à Jules Ferry, allant même

* Lire BLANC William, NAUDIN Christophe, « Comment Philippe de Villiers récupère le mythe de Jeanne d'Arc », lemonde.fr, 27 mars 2016 (mise à jour le 5 avril, avec droit de réponse de Philippe de Villiers) : www.lemonde.fr/idees/article/2016/03/27/comment-philippe-de-villiers-recupere-le-mythe-de-jeanne-d-arc_4890755_3232.html.

** « Jean-Luc Mélenchon, conteur d'histoire », herodote.net, 15 mars 2016 : www.herodote.net/Jean_Luc_Melenchon_conteur_d_Histoire-synthese-2097.php.

jusqu'à rétablir l'enseignement moral et civique de l'ancien ministre de l'Instruction publique, en « oubliant » sa défense de la colonisation.

Parmi les points positifs, il faut néanmoins noter que nombre de commentateurs reconnaissent maintenant les historiens de garde comme un phénomène réel, y compris certains d'entre eux, tel Jean Sévillia qui, lorsque l'on évoque le succès rencontré par les émissions et les livres de Franck Ferrand, Lorànt Deutsch ou Stéphane Bern, dresse en 2016 le constat suivant :

« Oui, il y a un renouveau d'une histoire capétienne, nationale, qui ne diabolise pas forcément la France d'avant 1789 [...]. Globalement, on peut dire qu'il y a un retour du roman national. Il s'agit de la traduction dans l'histoire d'un retour d'une réflexion autour de la nation. Il existe tout un courant de pensée qui ne s'est pas résolu à la fusion de la France ni dans l'Europe ni dans la mondialisation et qui va chercher des repères dans l'histoire* . »

STÉPHANE BERN
ET LE ROMAN NATIONAL CAPÉTIEN
D'EMMANUEL MACRON

La reconnaissance du phénomène des « historiens de garde » n'empêche pas pourtant qu'ils aient gagné sur un point essentiel : les acteurs politiques n'encouragent plus la compréhension apaisée du

* Cité dans BLANC William, « Spectres de Charles Maurras. Comment le néo-maurrassisme fabrique le “roman national” contemporain », *La Revue du crieur* n° 6, février 2017.

passé, mais cherchent à s'en servir comme un instrument politique en dressant des parallèles factices. L'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée marque une nouvelle étape de ce type de mésusages de l'histoire lorsqu'il confie à Stéphane Bern en septembre 2017 une « mission sur les monuments en péril ». Applaudie par Lorant Deutsch, mais critiquée par des historiens comme Nicolas Offenstadt, cette nomination sonne comme une reconnaissance officielle des historiens de garde et leur donne une légitimité jamais atteinte jusque-là*. L'intérêt de l'animateur de France Télévisions pour le patrimoine n'a rien d'une passion innocente. Stéphane Bern a gravité pendant de nombreuses années autour des milieux maurrassiens, au point d'intervenir dans un grand meeting royaliste en 1991 ou de signer en 2007, aux côtés de figures de l'extrême droite comme Jean-Marie Le Pen, un hommage à Pierre Pujo, personnage controversé de l'Action française d'après-guerre**. Formé à « l'école

* Lire BILLARD Sébastien, « Stéphane Bern en charge du patrimoine : “Sa vision de l'histoire est étriquée et orientée” », *nouvelobs.com*, 18 septembre 2017 : <http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20170918.OBS4778/stephane-bern-en-charge-du-patrimoine-sa-vision-de-l-histoire-est-etriquee-et-orientee.html>.

** Stéphane Bern qualifie ainsi Pierre Pujo d'« homme de conviction, fidèle à la tradition politique, royaliste sincère et dévoué... éminemment respectable » et affirme partager le deuil de l'Action française. Voir *L'Action Française* 2000, 29 novembre 2007, p. 11. Pierre Pujo est l'un des chefs de file de la Restauration nationale, courant se réclamant en droite ligne de Charles Maurras encore marqué par l'antisémitisme. Pierre Pujo a ainsi assisté aux funérailles du collaborationniste Paul Touvier en 1996. Deux ans plus tard, il écrit dans *L'Action française Hebdo*, le 15 janvier 1998 (p. 15) que la loi Gayssot contre le négationnisme « limite

capétienne » durant ses années de militantisme royaliste, l'animateur considère la sauvegarde d'un certain type de monuments comme un moyen de rappeler la grandeur de l'œuvre monarchique. Pour cela, il a acheté l'ancien collège royal de Thiron-Gardais (Eure-et-Loir). Deux ans plus tard, durant une cérémonie dans l'abbaye du village, il prononce un discours en présence du prétendant orléaniste à la couronne de France, le prince Jean, à qui il s'adresse directement :

Votre présence qui nous honore [...]. J'ajouterais à cela un enseignement, qui me vient de votre illustre grand-père le comte de Paris, une personnalité qui vous a marqué et qui fut déterminante pour moi aussi. Il aimait à rappeler qu'un peuple qui ne sait pas d'où il vient ne sait pas où il va. À l'heure où notre pays traverse une grave crise, certes économique, sociale, mais aussi crise de confiance, crise d'identité, à l'orée des chemins, il est bon de se plonger dans nos racines historiques pour retrouver foi en l'avenir, parce que l'histoire est aussi un repère, un ancrage et une boussole lorsque l'on essuie des tempêtes et que l'on risque de perdre le cap*.

Stéphane Bern, on le voit, développe l'idée selon laquelle la France traverserait une « crise identitaire ». Cette expression ne vient pas de nulle part. On la

sérieusement la liberté d'expression » et que « la coterie qui soutenait la thèse de l'innocence de Dreyfus (qui n'a jamais été démontrée!) traînait l'armée française dans la boue ». Sur le meeting de 1991, voir *Aspects de la France*, 4 avril 1991, p. 5.

* Discours disponible sur le site de l'ordre de Thiron à l'adresse suivante : http://ordre-tiron.com/discours_bern.html.

retrouve régulièrement sous la plume d'un autre historien de garde, Dimitri Casali, qui parle aussi, sur le site d'extrême droite Boulevard Voltaire, de « crise morale* ». Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'animateur utilise cette expression. Comme nous l'avons noté dans notre ouvrage, il l'avait déjà employée en novembre 2012 comme un moyen d'affirmer que l'identité monarchique et chrétienne de la France (du moins l'idée qu'il s'en fait) serait menacée**. Par qui? Évidemment, Stéphane Bern se garde bien de le dire, mais nul doute que, selon lui, l'histoire pratiquée comme une science critique, le multiculturalisme, la libération des mœurs, participent de cette « crise identitaire ».

En réaction, sa réfection du collège de Thiron-Gardais participe d'une promotion de « nos racines », d'une identité fixe, chrétienne et royale de la France, célébrée par le comte de Paris, et s'inscrit ainsi dans la plus pure tradition de l'école capétienne. Il s'agit donc d'un geste idéologique, promu dès 2016 au sommet de l'État. Stéphane Bern inaugure en effet le collège de Thiron-

* Sur l'emploi de l'expression « crise identitaire », voir par exemple cette citation de Dimitri Casali : « Nous faisons face aux trois mêmes crises que dans l'avant-1789 : crise économique (dette étouffante, hausse des prix et du chômage...), crise sociale (grogne populaire face aux privilèges...) et crise politique (incapacité du pouvoir à réformer). À cela vient aujourd'hui s'ajouter une crise supplémentaire à savoir la crise identitaire qu'était loin de connaître la France de l'Ancien Régime. » Voir « 1789-2013 : la crise va-t-elle nous mener vers une nouvelle Révolution? », Atlantico.fr, 7 janvier 2013.

** Pour la citation de Stéphane Bern et de Dimitri Casali concernant la « crise morale », voir p. 175 de la présente édition.

Gardais le 10 juin 2016 en présence de la ministre de la Culture Audrey Azoulay et d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie. L'intérêt du futur président pour les activités de Stéphane Bern (invité au dîner de la Rotonde pour fêter la présence d'Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle, le 23 avril 2017) est peut-être politique. Après tout, un récit glorifiant des grands personnages du passé lui convient parfaitement, lui qui oppose le 29 juin 2017, devant un parterre de jeunes patrons, les « gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien ». Stéphane Bern, le 11 mai 2017, le place dans la lignée des rois de France :

Emmanuel et Brigitte Macron ont cette incroyable empathie qu'on ne rencontre guère que chez les « royaux » [...]. À Thiron-Gardais, [...] il a pris le temps [...] de délivrer un message qui témoigne de son amour véritable de l'histoire, lui qui réclame plus de hauteur, lui qui affirme le « besoin de transcendance » et assume l'idée que « présider, c'est plus que gouverner, c'est incarner ». Au pied de l'abbatiale, il eut le courage de rappeler l'héritage chrétien et royal d'une France qui s'est construite au fil des siècles et des régimes successifs*.

Mais Stéphane Bern et Emmanuel Macron partagent également une même vision économique et libérale du passé. Ainsi l'animateur, pour sa mission sur le patrimoine, explique qu'il devra « recenser les

* «Stéphane Bern : «Emmanuel Macron a la vraie noblesse de cœur»», *Paris Match*, 11 mai 2017 : www.parismatch.com/Actu/Politique/Emmanuel-macron-vu-par-son-ami-Stephane-Bern-1253270.

chefs-d'œuvre en péril [et] trouver de nouveaux moyens de financement, sans surcharger le budget de l'État* ». Pour le futur président, les services publics doivent être réduits au minimum, et notamment la culture et la recherche universitaire (particulièrement les sciences humaines)**. Les financements publics, garants d'une gestion collective du passé, doivent faire place à un mécénat privé. Philippe de Villiers, qu'Emmanuel Macron est allé voir au Puy du Fou le 19 août 2016, mais aussi Stéphane Bern, incarnent parfaitement ce nouveau type « d'entrepreneurs culturels » qui pousse à la privatisation de l'histoire que nous dénonçons déjà voilà plus de quatre ans. L'animateur de France Télévisions a par ailleurs créé un musée à Thiron-Gardais et une fondation portant son nom (à laquelle participe Franck Ferrand), soutenue notamment par l'Institut de France et l'Académie française, un des refuges traditionnels de « l'école capétienne » (Charles Maurras et Jacques Bainville en furent membres) échappant en grande partie aux règles générales et régulièrement épinglé par la Cour des comptes***.

La fondation créée par l'animateur se propose « de concourir à la protection du Patrimoine et de financer des projets d'éducation et de partage des

* « Stéphane Bern, nouveau "Monsieur Patrimoine" d'Emmanuel Macron », *europe1.fr*, 16 septembre 2017, disponible à l'adresse suivante : www.europe1.fr/politique/stephane-bern-nouveau-monsieur-patrimoine-de-macron-3437567

** Voir GRANGER Christophe, *La Destruction de l'université française*, La Fabrique, Paris, 2015.

*** Voir l'article suivant : GARCIA Daniel, « L'Académie française : une zone de non-droit en plein Paris », *La Revue du crieur* n° 6, mars 2016.

connaissances sur l'Histoire ». Donc de s'immiscer dans des projets de recherche. Son « prix de la fondation Stéphane-Bern pour l'Histoire » est relayé par le département d'histoire de Sciences-Po. La boucle est ainsi bouclée. Après avoir participé à décrédibiliser le travail des professionnels de l'histoire aux yeux du grand public et des décideurs politiques, profitant des sinistres causés dans le service public universitaire par les diverses réformes libérales, voilà un des historiens de garde capable de peser sur la recherche fondamentale. Car il sera difficile pour des historiens ou des laboratoires en mal de financement (et ils sont nombreux) de refuser une manne venant d'un animateur multimillionnaire. Évidemment, il faut craindre que de pareils financements privilégient les travaux qui iront dans le sens idéologique de Stéphane Bern, glorifiant la monarchie. Une pareille dérive est également envisageable pour sa mission sur le patrimoine. Il l'a dit lui-même en mai 2013 sur France 5 dans l'émission « Média le mag' » en affirmant préférer parler des grands hommes plutôt que de l'histoire de « ceux d'en bas ». On peut donc douter que l'animateur se penche sur les traces matérielles des populations modestes. Ce sont plutôt les monuments laissés par les grands hommes qui auront son attention, comme l'anneau dit « de Jeanne d'Arc » conservé au sein du Puy du Fou qu'il a prétendu authentique sur les ondes de RTL le 5 mai 2016*. Une attention qu'il affirme donner gratuitement, alors qu'il est déjà

* « À la bonne heure », RTL, 5 mai 2016.

bien occupé entre ses nombreuses émissions (dont sa quotidienne d'une heure et demie sur RTL). C'est oublier un peu vite que le mécénat a souvent servi la gloire et l'influence de ceux qui le pratiquaient. Stéphane Bern tirera sans doute un grand profit de cette mission, tant sur le plan de la crédibilité que sur celui des ventes de ses livres, favorisé par une aura toute nouvelle d'expert en patrimoine délivrée par la plus haute autorité de la République.

Stéphane Bern apparaît maintenant incontournable. Le 13 novembre 2017, Alexis Corbière, député de la France Insoumise, reçoit l'animateur au musée de l'Histoire vivante de Montreuil, afin de le « sensibiliser [...] au patrimoine ouvrier et révolutionnaire * ». Cette brève apparition, qui ne l'engage à rien, a surtout permis à l'animateur de se montrer comme un homme mesuré et ouvert alors que ses émissions restent foncièrement marquées, comme le note deux jours seulement après sa venue en Seine-Saint-Denis le journaliste Daniel Schneidermann**. Il est aussi possible de voir dans cette rencontre entre un homme politique proche de Jean-Luc Mélenchon qui avait pris, il y a cinq ans, position contre Lorànt Deustch, un geste d'apaisement entre les tenants de deux visions antagonistes de l'histoire. Nous l'analysons plutôt comme un moyen de simplifier le débat en le réduisant à une opposition entre les

* Voir TREMBLAY Pierre, « Quand Alexis Corbière reçoit Stéphane Bern au milieu des portraits de Lénine et des bustes de Robespierre », huffingtonpost.fr, 14 novembre 2017.

** Voir SCHNEIDERMANN Daniel, « Bern, Louis XIV et les invisibles parmi les invisibles », arretsurimages.net, 15 novembre 2017.

romans nationaux de droite et de gauche qui partagent une même vision utilitariste du passé. Nous avons en effet noté dès 2013 la tentation chez certains, dans le camp progressiste, de vouloir combattre les historiens de garde avec des armes similaires. François Ruffin, aujourd'hui député de la France Insoumise, avait ainsi dirigé en 2013 *Vive la banqueroute. Comment la France a réglé ses dettes de Philippe de Bel à de Gaulle*. Le titre résume à lui seul l'objet de l'ouvrage. Montrer qu'il y aurait une continuité entre les rois et les présidents de la France face aux banquiers, continuité soi-disant brisée par les récentes politiques libérales*. Reprenant nombre de poncifs du roman national, François Ruffin et ses coauteurs s'extasiaient devant les rois et autres « grands hommes officiels » qui ont « construit l'État [...], entre autres, par des banqueroutes régulières. Par la spoliation des rentiers ». À nouveau, il ne s'agit plus de comprendre le passé, mais de le tirer dans le sens de ses idées.

L'HISTOIRE SCOLAIRE, TOUJOURS CIBLE DES HISTORIENS DE GARDE

Les historiens de garde ont également marqué des points sur le terrain de l'histoire enseignée à l'école. En 2015, le sujet suscite de nouvelles polémiques, avec en particulier une contestation toujours plus forte des enseignements tournant autour de l'histoire de l'Islam, de la traite et de l'esclavage, ou encore de la colonisation et de l'immigration, lancée

* Voir à ce sujet BLANC William, « *Fakir* : le retour du roman national de gauche ? », leshistoriensdegarde.fr, 3 septembre 2013.

par Dimitri Casali*. D'autres voix se sont jointes à lui, comme celle du professeur de lettres Jean-Paul Brighelli, toujours prompt à dénoncer à la fois « l'islamisation » et la « féminisation » de la France (comme Éric Zemmour), le philosophe Pascal Bruckner (qui craint « l'effacement de la France »), le journaliste Bruno Roger-Petit (depuis devenu porte-parole de l'Élysée), et même l'historien Pierre Nora**. Le sujet a de nouveau fait la une de la presse pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2017, réactivé par des politiques soucieux de jouer avec les peurs de l'électorat conservateur et de le mobiliser sur des bases identitaires. François Fillon, candidat officiel des Républicains, s'est sans doute le plus illustré dans cette voie en reprenant les arguments des historiens de garde. Dans son discours de Sablé-sur-Sarthe, dimanche 28 août, l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy s'insurge ainsi :

« Pourquoi les enfants chinois apprennent-ils par cœur la liste des dynasties qui ont régné sur leur pays durant trois mille ans et expriment-ils leur fierté d'appartenir à une grande civilisation, quand les jeunes

* Dimitri Casali a publié en 2015 un manuel préfacé par Jean-Pierre Chevènement et financé par la fondation Aristote. Lire « Contre l'entriste de la fondation Aristote et de son valet Casali », aggiornamento.hypotheses.org, 15 juin 2015. <http://aggiornamento.hypotheses.org/3368>.

** Lire NAUDIN Christophe, « Polémique sur la réforme des programmes d'histoire », histoire-pour-tous.fr, 4 mai 2015 : www.histoire-pour-tous.fr/actualite/240-lhistoire-fait-debat/5099-polemique-sur-la-reforme-des-programmes-dhistoire.html.

Français ignorent des pans de leur Histoire ou, pire encore, apprennent à en avoir honte* ? »

François Fillon propose donc de « réécrire les programmes d'histoire avec l'idée de les concevoir comme un récit national », en s'entourant de « trois académiciens ». Un an avant la nomination de Stéphane Bern à un poste officiel, un homme politique proposait déjà d'enlever l'histoire à ceux dont c'est le métier pour confier l'enseignement de la discipline aux membres d'un des bastions de « l'école capétienne » (où siégeait à l'époque Max Gallo). Plus grave, François Fillon prenait comme modèle éducatif un régime dictatorial pour qui le passé est avant tout (et uniquement) un outil de mobilisation et de contrôle des masses. Fort heureusement, sa défaite a empêché la mise en place de ce projet.

Néanmoins, le danger est loin d'être conjuré. À peine en poste, le ministre de l'Éducation nationale d'Emmanuel Macron, Jean-Michel Blanquer, s'est lui aussi attaqué à l'enseignement de l'histoire en reprenant le cliché du « retour à la chronologie » (qui n'a jamais disparu pourtant), tout en ajoutant que l'enseignement de l'histoire doit « permettre aux enfants de transmettre l'amour de la France ». Des

* Propos rapporté dans SÉNÉCAT Adrien, « Les exagérations de François Fillon sur les programmes d'histoire à l'école », *lemonde.fr*, 29 août 2016 : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/08/29/les-exagerations-de-francois-fillon-sur-les-programmes-d-histoire-a-l-ecole_4989506_4355770.html#7qA2arycOkqWM45h.99

propos applaudis par la presse conservatrice, comme le magazine *Valeurs actuelles**.

QUELQUES RÉPONSES COLLECTIVES DES HISTORIENS

Tout n'est cependant pas sombre pour l'histoire, et depuis quelque temps des réponses tentent d'être apportées au roman national réactionnaire. Internet et les réseaux sociaux sont indispensables à occuper, notamment parce que c'est là que les théories les plus fantaisistes et les plus dangereuses circulent. Cela permet également de réagir rapidement à l'actualité et ainsi à l'historien(ne) d'apporter son analyse, même si le recul critique demeure nécessaire. Il existe plusieurs initiatives qui rencontrent un certain succès, et on peut citer par exemple la série « Les détricoteuses », animée par les historiennes Mathilde Larrère et Laurence de Cock** sur le site de Mediapart, mais aussi l'excellente émission « Veni Vidi Sensi » conçue par l'historien *youtuber* History***.

Toutefois, c'est bien un livre, l'*Histoire mondiale de la France*, dirigée par Patrick Boucheron, qui a connu un succès important ces derniers mois en se vendant

* « Blanquer : “Il faut aimer son pays comme on aime sa famille” », *Valeurs actuelles*, 19 mai 2017 : <https://www.valeursactuelles.com/societe/blanquer-il-faut-aimer-son-pays-comme-doit-aimer-sa-famille-83502>

** Voir DE COCK Laurence, *Sur l'enseignement de l'histoire*, Libertalia, 2018.

*** Voir pour ces deux émissions les sites suivants : mediapart.fr/studio/videos/emissions/les-detricoteuses et venividisensivvs.wordpress.com.

à près de 100 000 exemplaires*. Réunissant 122 historien-ne-s, l'ouvrage veut proposer « un contre-récit entraînant », influencé par l'histoire connectée et l'histoire globale. Le choix s'est porté sur une construction par dates, certaines connues mais traitées de façon originale, d'autres moins célèbres. La démarche, si elle se veut « amusante », est bien politique, et elle a provoqué nombre de réactions de la part d'auteurs proches du cercle des historiens de garde. Éric Zemmour, Alain Finkielkraut et Pierre Nora sont ainsi montés au créneau, souvent de façon très violente, en accusant les auteurs de l'*Histoire mondiale de la France* d'être « les fossoyeurs du grand héritage français » (Finkielkraut) ou de « prendre en otage la discipline » (Nora). Cela a sans doute contribué au succès, au moins autant qu'une intense campagne médiatique avant et après la publication de l'ouvrage, confirmant ainsi que l'accès aux médias autres que le Net est indispensable pour toucher un large public.

Bien entendu, l'ouvrage est critiquable sur nombre de points : le choix des dates tend à favoriser l'histoire politique, au détriment de l'histoire sociale. La démarche tombe parfois dans l'excès inverse de ce qu'elle dénonce, en minimisant à outrance certains épisodes, comme la bataille de Poitiers, réduite à une simple escarmouche, ce qui a notamment fait réagir l'historien Pierre Guichard**. Remarquons enfin un

* BOUCHERON Patrick (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Seuil, Paris, 2017.

** GUICHARD Pierre, « La bataille de Poitiers, une escarmouche ? », [lemonde.fr](http://mediateur.blog.lemonde.fr), 19 janvier 2017 : <http://mediateur.blog.lemonde.fr>.

point essentiel. Le succès d'un livre, fût-il conséquent, ne sera jamais qu'une victoire tactique face aux historiens de garde tant que les services publics d'histoire seront maintenus dans un état déplorable et qu'il n'y aura pas une véritable collaboration structurelle entre médias télévisuels et recherche historique fondamentale.

Malgré ses limites, il faut toutefois saluer la démarche qui a présidé à l'*Histoire mondiale de la France*, et il semble que face aux historiens de garde, les universitaires aient enfin décidé de réagir en groupes, à travers d'autres initiatives. On peut citer par exemple la très attendue *Histoire dessinée de la France*, 20 volumes dirigés par Sylvain Venayre qui signe le premier tome avec le dessinateur Étienne Davodeau en octobre 2017*. Ces différentes initiatives, le plus souvent collectives, montrent ainsi que l'historien-ne peut parfaitement être engagé-e, agir dans l'espace public, tout en restant honnête sur sa méthode critique.

HISTOIRE ET ENGAGEMENT SONT-ILS COMPATIBLES ?

Les diverses polémiques qui nous ont opposés aux « historiens de garde » ont souvent été résumées par les médias à un affrontement droite-gauche, Lorànt Deutsch et Franck Ferrand représentant seulement

fr/2017/01/19/histoire-la-bataille-de-poitiers-une-escarmouche/.

* VENAYRE Sylvain, DAVODEAU Étienne, *L'Histoire dessinée de la France. Tome I : « La Balade nationale »*, La Découverte – La Revue dessinée, Paris, 2017.

une vision réactionnaire du passé. De notre côté, nous avons souvent été réduits à des promoteurs d'un récit progressiste de l'Histoire. Notre engagement politique supposé au « Front de gauche » nous disqualifierait même en tant que professionnels, comme l'explique Lorant Deutsch à une présentatrice complaisante sur France 5 (chaîne qui, rappelons-le, a coproduit *Métronome TV*) : « Ceux qui m'attaquent sont toujours les mêmes, ils sont hypercompétents mais encartés, sont tous militants politiques au Front de gauche* . »

Pour beaucoup, le véritable historien devrait se parer d'une neutralité et d'une objectivité qui interdisent toute activité politique. Cette vision simpliste doit être dépassée. Tout d'abord parce que l'engagement, quel qu'il soit, n'est en rien contradictoire avec le métier d'historien. L'investissement de Philippe Ariès au sein de l'Action française ne l'a pas empêché d'être un pionnier de l'histoire de la famille et de l'enfance, ni de travailler de concert avec Michel Vovelle, spécialiste de la Révolution française et marxiste affiché. La proximité entre les deux hommes fut telle que Michel Vovelle rédigea la nécrologie de son collègue après sa mort en 1984**. Si Jacques Le Goff a affiché son soutien au syndicat polonais Solidarność puis à la candidature de Lionel Jospin à l'élection présidentielle de 1995, personne ne peut prétendre

* « C à vous », France 5, 3 octobre 2013. Précisons qu'aucun auteur de ce livre n'a jamais été « encarté » au Front de gauche et que la présentatrice Anne-Sophie Lapix ne nous a jamais sollicités pour un droit de réponse.

** Voir Gros Guillaume, « Michel Vovelle, P. Ariès et la mort », philippe-aries.histoweb.net, 27 janvier 2013.

qu'il n'a pas été l'un des plus grands médiévistes du xx^e siècle, auteur d'une biographie de saint Louis qui fait encore référence aujourd'hui*.

L'engagement n'est donc pas contraire au travail de l'historien. Il peut parfois l'y aider en l'incitant à se poser de nouvelles questions et à ouvrir de nouveaux champs de recherche. L'engagement féministe de Michelle Perrot l'a ainsi incitée à s'intéresser à l'histoire des femmes**. De même, nos propres sensibilités politiques, quelles qu'elles soient, nous ont rendus certainement plus sensibles aux graves conséquences idéologiques du propos des « historiens de garde » et nous ont poussés à agir. Mais une fois son engagement posé consciemment (ce qui implique de ne pas prétendre à une fausse neutralité politique), reste à l'historien à s'en détacher. Parce que écrire de l'histoire, c'est aussi confronter ses propres préjugés et sa propre vision du passé à ce que livrent les sources. C'est aussi voyager intérieurement, se remettre en cause, faire bouger ses propres lignes. Comme le résume cette phrase d'Antoine Prost : « Le recul n'est pas une distance dans le temps requise comme préalable pour que l'histoire soit possible. C'est l'histoire qui crée le recul***. »

* Voir POMIAN Krzysztof, « Les engagements polonais de Le Goff », dans REVEL Jacques (dir.), SCHMITT Jean-Claude (dir.), *Une autre histoire. Jacques Le Goff (1924-2014)*, éditions de l'EHESS, Paris, 2016, p. 167-170.

** MARUANI Margaret, ROGERAT Chantal, « L'histoire de Michelle Perrot », *Travail, genre et sociétés* n° 8, 2002, p. 5-20.

*** PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Seuil, Paris, 2010, p. 96.

Cette prise de distance est nécessaire, car l'historien doit à un moment ou à un autre quitter son point de vue pour comprendre celui des femmes et des hommes qu'il étudie et qui sont, pour la plupart, morts depuis bien longtemps. L'histoire scientifique n'a rien d'une « science froide » comme le prétend Lorant Deutsch, parce qu'elle nécessite une forme d'empathie avec nos sujets d'étude. Comme l'expliquait déjà Henri-Irénée Marrou voilà plus de soixante ans, « il ne peut exister de connaissances d'autrui que si je fais effort pour aller à sa rencontre en oubliant un instant ce que je suis [...]. L'historien sera [...] celui qui acceptera de mettre sa pensée en vacances, celui d'entreprendre de longs circuits où il se dépaysera, parce qu'il sait quel élargissement du moi procure ce détour qui passe par la découverte d'autrui* ». C'est sans doute là que se situe la différence majeure entre les « historiens de garde » et les tenants de toute forme de roman national et nous. Nous allons fouiller le passé pour partir à la rencontre d'un Autre et tenter de le comprendre. Eux tentent de tordre le passé pour justifier leur choix et leurs obsessions d'aujourd'hui. Loin d'apercevoir une altérité dans le passé, ils ne partent qu'à la recherche de leur propre reflet égocentrique.

Cette mise à distance de soi qui définit, bien plus qu'aucun titre universitaire, la pratique historique ne fait pas de ceux qui en font leur métier

* MARROU Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Seuil, Paris, 1975 [1954], p. 88-90. Cité dans PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, *op. cit.*, p. 162.

et leur passion des surhommes. Quiconque a mené des recherches historiques sait pertinemment à quel point nos connaissances restent imparfaites. On ne peut reconstituer exactement le passé, notamment celui des sociétés où les sources sont rares, malgré l'apport précieux de l'archéologie. C'est encore plus vrai pour les catégories sociales les plus modestes qui, jusqu'à une date récente, ont laissé peu de traces. Et si nous pouvons parfois avancer quelques certitudes, celles-ci pèsent toujours bien peu face à la masse de notre ignorance.

Cet état de fait enseigne au pratiquant de l'histoire – car oui, l'histoire est avant tout une pratique qui ne nécessite en rien des grades académiques – la modestie et à considérer que le récit du passé n'est jamais clos. C'est pour cela que les affirmations péremptoires et orgueilleuses des « historiens de garde » qui prétendent en trois lignes analyser des phénomènes historiques complexes nous font réagir. On pourrait nous objecter que lorsque Lorant Deutsch parle de la guerre de Vendée en la qualifiant de « génocide » il exprime la mémoire d'un groupe longtemps ignoré par le roman national républicain, groupe dont sa famille maternelle est, selon ses propres dires, issue. Face à ces blessures mémorielles, la meilleure réponse à apporter n'est pas d'imposer un récit fermé, imposé d'en haut, un roman national, quelle que soit sa couleur politique, mais de présenter les recherches historiques comme un possible outil de mise à distance collective. La pratique historique n'a pas pour fonction de convertir, mais au contraire

de permettre à chacun d'effectuer un voyage en soi, de remettre en cause ses propres représentations du passé. Mais encore faut-il pour cela ne pas voir l'historien comme un adversaire qui viserait à imposer une version « officielle » du passé et être soi-même à l'écoute.

Cette rencontre entre une « histoire modeste » et des « mémoires modestes », pour reprendre l'expression de Philippe Joutard, peut et doit avoir lieu*. C'est ainsi que s'apaiseront les « guerres des mémoires » où chacun brandit qui sa « Vendée », qui sa « Commune », qui son « rôle positif de la colonisation », qui son « 17 octobre 1961 » comme autant d'armes, sans soucis de comprendre ces événements historiques pour ce qu'ils sont et de les remettre dans leur contexte. Mais encore faut-il pour cela que les historiens s'investissent massivement dans la popularisation de leurs recherches.

POPULARISATION DE L'HISTOIRE ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE

Lorsque la première édition du livre est parue en 2013, nombre de nos lecteurs nous ont fait remarquer que nous dressions un constat mais que nous ne formulions aucune proposition. Sans doute, mais il en va aussi de la responsabilité de chacun, nous n'avions pas prétention à élaborer un programme qu'il suffirait de suivre à la lettre. Surtout, la réponse que nous

* Voir à ce propos JOUTARD Philippe, *Histoire et mémoires, conflits et alliance*, La Découverte, Paris, 2013, p. 298-279.

pourrions formuler est nécessairement longue. Bien plus qu'une décision spontanée, elle requiert des prises de conscience et l'évolution d'une situation particulière à la France. En effet, si les questionnements identitaires ne cessent de s'affirmer au sein d'une Europe en crise, l'omniprésence du roman national dans les médias et l'hostilité des universitaires à la vulgarisation forment une conjonction bien française. Qu'on l'attribue à l'influence lavissienne ou, à l'instar de certains historiens, comme Sudhir Hazareesingh, au marxisme, ce sont bien là les circonstances qu'il faut dépasser afin d'installer enfin, comme tout à fait normale et acceptable, une approche plus critique de l'histoire nationale. Notons que cette approche critique n'est pas nécessairement contradictoire avec la notion de récit. Par conséquent, elle ne peut pas être discréditée dans l'absolu sous le prétexte qu'elle serait trop désarticulée, trop abstraite, trop complexe. Au contraire, un récit critique peut être tout à fait passionnant, vivant et riche en rebondissements, certainement bien plus qu'un conte aseptisé. On y arrive dans bien des pays et on ne voit donc pas ce qui pourrait empêcher la France d'y parvenir à terme.

Auparavant, il faudra cependant faire basculer quelques leviers. Le premier, et pas des moindres, réside dans la formation des historiens elle-même. Complétant le roman lavissien, la III^e République a valorisé un idéal de méritocratie républicaine qui permettrait à tout un chacun d'atteindre une meilleure position sociale pourvu qu'il ou elle fournisse un travail acharné. Il s'agit là d'un bel idéal mais qui relève du conte tout autant que Lavisse. On le sait

aujourd'hui, de nombreuses études le montrent, la méritocratie ne joue plus son rôle d'ascenseur social*. Ils sont nombreux, à l'instar de Jean-Paul Brighelli ou de Natacha Polony, à blâmer une école qui aurait abdiqué et dans laquelle il suffirait de rétablir l'autorité et de supprimer toute expérience pédagogique pour que tout rentre dans l'ordre. Le fait est que si l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social, c'est aussi que la population, en général, est beaucoup plus éduquée que sous la III^e République, l'accès aux études s'est démocratisé. C'est une conquête, mais qui n'a pas empêché que les héritiers, comme les appelle Bourdieu, continuent à occuper la plupart des positions de pouvoir. On a beau vanter la méritocratie garantie par les concours, la part d'étudiants issus des classes populaires ne progresse pas dans les grandes écoles. Alors que la société active est constituée pour moitié par les ouvriers et les employés, leurs enfants ne représentent que 15 % des étudiants en classes préparatoires, une proportion qui n'a pas évolué entre 2001 et 2011 alors même que leurs effectifs ont augmenté de 14 % pendant cette période**. Si l'on se concentre plus particulièrement sur l'enseignement, on constate

* C'est notamment le sujet de l'ouvrage de BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, *La Reproduction*, Paris, Éditions de Minuit, 1970. Plus récemment, voir MERLE Pierre, « La démocratisation de l'enseignement entre égalisation et illusions », dans DURU-BELLAT Marie et VAN ZANTEN Agnès (dir.), *Sociologie du système éducatif*, Paris, PUF, 2009.

** Voir notamment l'article « Les classes préparatoires, toujours aussi fermées », publié le 25 mai 2012 sur le site du *Centre d'observation de la société*, en ligne www.observationsociete.fr/education/divers-educ/les-classes-preparatoires-toujours-aussi-fermees.html

que plus le concours est difficile, plus les candidats viennent de milieux sociaux favorisés*. Ainsi, les candidats ayant obtenu une bourse sur critères sociaux sont plus souvent candidats au Capes qu'à l'agrégation. Malgré les dispositifs mis en place, à Sciences-Po ou au lycée Henri-IV par exemple, pour tenter de diversifier l'origine sociale des étudiants, les choses ne changent guère. Les concours reposent avant tout sur l'acquisition d'un capital culturel, qui relève le plus souvent de l'évidence pour les héritiers, mais qui est le fruit d'un long parcours semé d'embûches pour les autres. La méritocratie autorise d'autre part une compétition généralisée entre les élèves qui, au lieu de créer de l'émulation, en décourage plus d'un et contribue au mauvais classement de la France dans les enquêtes Pisa de l'OCDE. Elles pointent en effet un écart croissant entre les bons et les mauvais résultats scolaires en fonction de l'origine sociale des élèves**.

Chez les historiens, c'est encore l'obsession du classement qui prédomine : la réussite ou non du concours de l'École normale supérieure, du concours de l'agrégation, le rang auquel on est classé déterminent la valeur du chercheur alors que, à aucun moment, la recherche n'a été évaluée au cours de ces différentes étapes. C'est d'autant plus dommageable que ces concours tendent aussi à tuer toute curiosité intellectuelle. L'étudiant ne se focalise que sur

* Voir ESQUIEU Nadine, « Profil des candidats aux concours de recrutement d'enseignants », in *Éducation et formation* n°68, mai 2004, p. 91-101.

** La dernière enquête, datée de 2012, est consultable en ligne : www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-overview-FR.pdf

les matières au concours et le reste est négligé, voire méprisé. Ainsi, les langues sont ignorées à l'agrégation, ce qui favorise le tropisme d'une histoire nationale. De la même manière, à aucun moment la vulgarisation n'est pensée comme un enjeu (on notera que l'enseignement non plus alors que l'agrégation est justement un concours permettant d'accéder à l'enseignement secondaire). Par la suite, une fois qu'il a accédé au poste de maître de conférences tant convoité, c'est encore la compétition qui prédomine pour devenir professeur. Là encore, la vulgarisation est dédaignée. On parlera tout au mieux de « valorisation de la recherche », choix d'un terme qui en dit long sur ce qu'il faut entendre par cela. En fait, il s'applique plus véritablement aux sciences exactes et il s'agit avant tout de valeur ajoutée, soit de la commercialisation des découvertes, ce qui s'avère plus problématique encore pour les sciences humaines et sociales.

C'est ce système qui contribue à rendre la popularisation de l'histoire suspecte aux yeux des universitaires. Puisque rien ne les y encourage, ils peuvent assez légitimement se demander si le rôle d'interface avec le grand public leur incombe, si cela participe de la science? C'est là encore une problématique dans laquelle se perd la recherche française. Plus que de popularisation, elle s'occupe constamment de faire valider la scientificité de l'histoire comme science humaine. Le complexe par rapport aux sciences dures est tel, sur ce point, que l'intérêt trop marqué pour son sujet de recherche est lui-même condamnable. Pour être un historien français respectable, il est de bon ton de travailler sur un sujet

aride et rebutant, dont on montrera qu'il demande un grand effort de domination de soi. Ce n'est qu'une fois sa carrière tracée, voire achevée, que l'on peut reprendre les objets initialement affectionnés, comme s'il s'agissait d'un loisir. Cela fait partie des règles tacites qui régissent le monde universitaire et qui souvent déroutent l'étudiant, qui s'est engagé sur cette voie et se trouve contraint de changer de sujet de recherche s'il veut aller plus loin. Évidemment, un tel contexte ne favorise pas la popularisation de l'histoire, qui exige au contraire de l'enthousiasme et de l'entrain afin de capter l'attention du public et le disposer à suivre les explications que vous allez lui donner. De là vient l'accaparement de ce domaine par des personnalités publiques et populaires.

QUELLES SOLUTIONS ?

Pour remédier à cette situation, une nouvelle spécialité s'est développée ces dernières années : l'histoire publique. Elle vise en quelque sorte à former des experts de la vulgarisation. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, il n'est pas certain que cela parviendra à changer profondément et durablement les choses. Surtout, l'histoire publique est beaucoup trop tributaire de la logique de valorisation, c'est-à-dire, comme nous le soulignons, de valorisation économique. Ainsi, voici les débouchés envisagés par l'université de Créteil pour son master d'histoire publique :

« Journalisme spécialisé, service communication des collectivités locales, en entreprises, communication

institutionnelle, services de documentation pour des programmes historiques en presse, radio, télévision, Web. Valorisation muséale. Conception de programmes liés à l'histoire dans les médias; communication dans des sites patrimoniaux ou grand public; valorisation des patrimoines industriels*.

On le voit, il vise avant tout à former des étudiants qui pourront être directement employables à la sortie de leur cursus. Le risque c'est de les voir devenir des « bâtisseurs de mémoire », pour reprendre le nom de l'entreprise de Pascal Blanchard qui se donne pour but d'imaginer une belle histoire pour les sociétés qui le souhaitent. Il y a de fortes probabilités pour que l'historien public abdique totalement sa formation critique, parce qu'il devra gagner sa vie en devenant caution mémorielle de projets plus ou moins douteux. S'il n'est qu'un prétexte, on finira même par se passer de l'historien**.

Alors quelle solution? D'une part, renoncer au système des concours qui servent plus la hiérarchisation au sein du corps enseignant que l'égalité des chances, et développer une formation en histoire qui laisserait davantage de place à l'enseignement de la pédagogie, aux langues, mais aussi et surtout aux projets individuels dans le domaine de la vulgarisation.

* www.u-pec.fr/pratiques/universite/formation/master-histoire-parcours-histoire-publique-644604.kjsp.

** En 2016, l'historienne britannique Hallie Rubenhold s'est plainte de ne pas être créditée au générique de la série *Harlots*, diffusée sur ITV et inspirée par deux de ses ouvrages. Voir www.thetimes.co.uk/article/sex-trade-historians-charges-of-ill-repute-xfg0qshvx, consulté le 15 juin 2016.

Il est essentiel que l'apprenti historien puisse faire des expériences, qu'il ait le droit à l'erreur et qu'il puisse se sentir à même de s'emparer des outils à sa disposition, selon ses propres affinités, pour développer vidéos, pièces de théâtre, ouvrages écrits ou illustrés, visites conférences, blogs, etc. Il serait nécessaire pour cela qu'il ait la possibilité de suivre des modules dans d'autres cursus comme les arts du spectacle. Pour que le discours historien puisse imposer son autonomie dans le domaine médiatique, il est impératif que les historiens puissent inventer leur propre rapport au monde, qu'ils ne se bornent plus au seul rôle stérile de « conseiller historique » ou d'alibi pour l'histoire publique. Il ne s'agit certes pas de remplacer les réalisateurs, metteurs en scène ou autres artistes et passeurs d'histoire, mais d'apprendre d'eux pour devenir des producteurs de contenus qui n'abdiqueraient pas pour autant l'exigence de la méthode historique.